

Le chemin semé d'embûches de la participation afro-descendante à la restauration du musée de Tervuren

Rédigé le 8 octobre 2018 par : Benjamin Peltier



1897. C'est l'exposition universelle de Bruxelles qui s'ouvre. Leopold II, le roi belge, alors unique propriétaire de l'Etat Indépendant du Congo, veut que sa colonie ait une place de choix dans cette expo qui s'ouvre. Il organise dans le parc de Tervuren une exposition temporaire avec différents objets et pièces d'art venant du Congo.

Une reconstitution d'un « village africain » fut aussi réalisée dans le parc, avec une soixantaine de Congolais forcés à y vivre durant la durée de l'exposition. Le « zoo humain » et l'exposition attenante sont un véritable succès : ce sont des millions de Belges qui

viendront les visiter. Fort de ce succès, Léopold II décide de construire un musée permanent avec les pièces exposées. Le nouveau bâtiment sera terminé en 1908. Le « Musée du Congo » deviendra le « musée du Congo belge » à la mort de Léopold II, puis le « Musée Royal de l'Afrique Centrale » en 1960 à la faveur de la décolonisation.

On le voit l'histoire de ce musée s'inscrit donc dans la promotion de l'aventure coloniale belge. Quand le musée fermera ses portes le 1^{er} décembre 2013 pour commencer son travail de rénovation, sa scénographie n'avait plus été modifiée depuis l'expo universelle de 1958, soit une époque où le Congo était toujours une colonie belge.

Un des éléments qui a changé en Belgique depuis l'époque coloniale est le développement progressif d'une diaspora congolaise et africaine en générale. Dans les années nonante, à Anvers, cette communauté va se structurer dans une « plateforme de la communauté africaine ». Leur premier souci va être de faire connaître la richesse culturelle de ces minorités et des pays desquels ils sont issus. Mais face à un sentiment récurrent que le public belge a un regard tronqué sur l'Afrique et les Africains, plusieurs d'entre eux vont commencer une réflexion pour tenter de comprendre d'où vient cet erreur de jugement. Ils se sont alors demandé où le belge moyen avait-il l'occasion de se frotter à ce qu'était l'Afrique. La réponse leur est rapidement venue à l'esprit : le Musée Royal de l'Afrique Centrale est l'institution, par excellence, qui prétend être une vitrine de ce qu'est l'Afrique et son histoire. Une délégation de la plateforme est donc partie visiter le musée et elle en est revenue abasourdie et choquée. L'image que celui-ci renvoyait d'eux était proprement blessante et erronée. C'était une vision rétrograde de l'Afrique et des personnes qui en sont originaires. Pourtant, le musée et surtout l'institut scientifique qui l'accompagne, ont une renommée mondiale et sont perçus comme détenant une expertise assez unique sur l'Afrique Centrale (entendre ici surtout RDC-Burundi-Rwanda). Consciente qu'elle ne pouvait donc laisser les choses en l'état, la délégation est allée trouver le directeur du musée pour exprimer son sentiment et son envie de pouvoir collaborer pour changer cela. Le directeur de l'époque, en est un peu tombé de sa chaise, tant le discours qu'il entendait ne lui était absolument pas familier. Il n'a donc surtout donné aucune suite à cela.

En 2001, un nouveau directeur fait son entrée : Guido Gryseels. Il est davantage conscient que le Musée ne peut plus se permettre de ne rien changer. Tant sur la forme que sur le fond l'institution doit faire peau neuve. Une de ses initiatives va être de chercher à ouvrir le

musée aux diasporas. Il va donc recontacter ce petit groupe anversois qui était venu proposer sa participation. Avec eux, va doucement se mettre en place une procédure pour parvenir à créer un organe qui pourrait représenter de manière suffisamment légitime les aspirations des afro-descendants en Belgique. Une grande assemblée va être réunie qui sera composée d'un maximum d'associations issues des minorités africaines. De cela sortira le COMRAF (Comité de Concertation MRAC-Associations Africaines) le 17 novembre 2004. Celui-ci est composé de 17 membres : 5 issus du musée et 12 issus des associations africaines. Celui-ci à un rôle purement consultatif et est relié au directeur dans une optique de conseil. Leur mandat est de quatre ans.

Au terme de ces quatre premières années, une évaluation est faite. Beaucoup d'éléments à améliorer sont pointés. Le COMRAF demande que son rôle passe de « consultatif » à « concertatif », c'est-à-dire que si un refus est opposé à une de leurs propositions, celui-ci doit être justifié par la direction. Ils créent aussi une charte du groupe, et commencent à réfléchir aux modalités de participation à la rénovation, conscients qu'une réunion de bénévoles une fois par mois n'est pas à même de peser réellement sur les choix qui seront faits pour celle-ci. Mais le plus gros changement qui va intervenir à ce moment est l'ouverture réelle du musée aux associations africaines : désormais en plus du COMRAF, il y aura la possibilité pour n'importe quelle association de collaborer avec le musée sur des activités. Cela va notamment déboucher sur les week-ends « Africa Tervuren », durant lesquels le musée est symboliquement « laissé aux mains des africains ». L'objet de ces week-ends est alors culturel plus que politique, l'idée est de faire entrer au musée des artistes africains contemporains : des chanteurs, des peintres, des danseurs,... Ces week-ends seront un réel succès.

Le 1^{er} décembre 2013, le musée ferme ses portes au public et le travail de rénovation dont on parle depuis tant d'années commence enfin. Dans la foulée en 2014, le COMRAF au cours d'un week-end de réflexion, décide qu'il faut qu'un petit groupe puisse suivre cette rénovation de près et au quotidien. Le G6 sera ainsi créé : 6 représentants de la diaspora qui suivront de près les rénovations au nom du COMRAF. Chaque département du musée devait consulter le G6 pour tous les choix importants. La collaboration n'a pas été facile. Beaucoup de scientifiques de l'institution ne comprenaient juste pas que l'on vienne perturber leur travail. Bon gré, mal gré cela va tenter de fonctionner pendant deux ans. Puis

en 2016, le COMRAF arrive au terme de son mandat 2012-2016 et décide de faire un audit et une évaluation de sa participation à la rénovation. Le résultat est sans appel : si on veut vraiment que la diaspora soit impliquée dans la rénovation il faut que les choses changent de manière beaucoup plus radicale. Le protocole actuel ne suffit pas. Une délégation a rencontré le directeur et celui-ci a alors demandé une proposition concrète.

Les associations ont alors travaillé à l'élaboration d'une proposition à travers un long processus de discussion. Cette proposition de réorganisation était assez révolutionnaire au vu du fonctionnement du musée depuis toujours. Mais tellement de choses avaient changé entretemps : la nouvelle génération d'afro-descendants n'accepte plus le statut quo et se fait de plus en plus revendicatrice face à l'immobilisme occidental sur son passé colonial. Dans le champ de la recherche anthropologique le concept de « pensée décoloniale » s'est généralisé. Et dans l'opinion publique belge, les études montrent que les jeunes générations veulent, plus que les précédentes, une revisite critique du passé colonial. Pour autant la proposition fut reçue comme un choc par le directeur du musée. Depuis la proposition est sur son bureau et les représentants du COMRAF attendent sa réponse. Leur participation est depuis lors mise en veilleuse. Avec la réouverture en ligne de mire pour décembre 2018, le musée va devoir se positionner. Il ne peut se permettre de rouvrir avec toute la diaspora contre lui. Ce qui était possible avant ne l'est plus en 2018. Cela rappelle cette phrase de Gandhi reprise comme maxime par le collectif Mémoire Coloniale « Ce que vous faites sans nous pour nous, vous le faites contre nous ». D'autant que le musée ne possède plus l'exclusivité de l'expertise, c'est une autre évolution : beaucoup de membres de la diaspora ont travaillé à s'instruire sur leur histoire, leur culture, leur spiritualité. Ce faisant, pour ceux-ci, les inscriptions accompagnant les objets présentés au musée sont vues au mieux comme incomplètes, au pire comme erronées. Cela ne passe plus.

La conclusion de ce rétroacte sera laissée à Billy Kalenji, président du COMRAF : « le musée a participé à consolider le racisme en Belgique pendant des décennies, il doit maintenant se racheter en devenant un acteur du mieux vivre ensemble. Cette institution n'a plus droit à l'erreur. Nous nous y sommes impliqués avec un réel souci du dialogue constructif en suivant l'idée de Nelson Mandela selon laquelle « si vous voulez du changement soyez les acteurs de ce changement ». La balle est maintenant dans le camp du musée ».

Article réalisé sur base d'un entretien avec Billy Kalenji, président du COMRAF.



Avec le soutien de la
Fédération Wallonie-Bruxelles

Ed resp : Ghaliya Djelloul
Chaussée Saint-Pierre, 208
B-1040 Bruxelles
Tél : 02/896 95 00
info@bepax.org
www.bepax.org
IBAN : BE28 7995 5017 6120